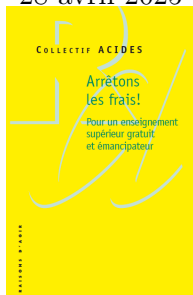


Frais d'inscription et marchandisation de l'Université

Hugo Harari-Kermadec - Université d'Orléans
IDHES - Der SHS - ENS Paris Saclay

28 avril 2025



Approches Critiques et Interdisciplinaires des Dynamiques de
l'Enseignement Supérieur

acides.hypotheses.org

- 1 Un supérieur déjà payant
 - Marchandisation externe
 - Marchandisation interne

- 2 L'Université, un marché ?
 - Arguments empiriques
 - Arguments théoriques

Des initiatives locales ?

Le rapport Aghion Cohen (2004)

- Un rapport commandé par le 1er ministre (Raffarin!)
Education et croissance
- Mieux financer les universités grâce aux familles, sur le modèle US
- La « stratégie des petits pas ».
- Il faut segmenter le marché.

MacronLeaks (1)

De Thierry Coulhon <thierry.coulhon@icloud.com>☆

Sujet **note PA+PG**

29/01/2017 19:41

Pour Jean PISANI-FERRY <jean.pisani-ferry@en-marche.fr>☆, Quentin LAFAY <quentin.lafay@gmail.com>☆ **1 de plus**

Copie à julien blanc <jmcb Blanc@gmail.com>☆, David Cavailloles <david.cavailloles@gmail.com>☆

Chers tous,

Philippe Aghion m'a gentiment passé sa note.

Il y a évidemment beaucoup de convergences avec les nôtres. J'insiste ici sur les différences de point de vue et les idées nouvelles.

1 la gouvernance: d'accord sur le modèle. P ne dit pas comment l'atteindre, j'insiste sur une approche par expérimentation et incitation, qui commence par les grands regroupements, les plus mûrs pour l'évolution.

Les voies juridiques sont assez claires: des modifications législatives légères doivent permettre soit de déverrouiller l'accès au statut de grand établissement, soit de pérenniser des expérimentations déjà possibles.

Une loi globale cristalliserait les oppositions et uniformiserait les solutions alors que les situations de départ et les besoins sont très variables. De plus ne pas se concentrer sur les universités seulement. Ne pas oublier les grandes écoles, les tutelles de différents ministères etc.

2 augmentation des moyens. Il partage notre analyse. Pour revenir sur notre conversation de l'autre jour, l'équilibre effort de l'Etat/effort des familles est essentiel.

Sans effort de l'Etat, risque politique majeur. Sans effort des familles, pas de changement en profondeur du modèle économique et pas de tournant du système vers la qualité.

Sans effort du tout, décrochage assuré.

MacronLeaks (2)

3 sur la modalité, c'est très étrange que P remette sur la table le modèle Sc Po. Je croyais que le débat d'économistes était tranché, et que les arguments de Trannoy/Gary-Bobo avaient convaincu que leur modèle était optimal.

Cela me dépasse, donc je reviens à des arguments plus basiques:

-le risque politique est énorme. Contrairement au système du PARC qui tient compte de l'aversion au risque, l'acceptabilité est limitée (pour trouver les 2Md€, il faudra y aller assez fort sur les classes moyennes), on perd coup sûr la FAGE et les modérés.

-très bien à Sc Po ou à Dauphine, l'attractivité est forte et les CSP+ ne manquent pas. Et à Strasbourg ou à Bordeaux, on fait comment ? je ne parle pas de Marne-la-Vallée...dans toute une partie du système, la plus ouverte socialement, on ne ramassera pas grand'chose.

MacronLeaks (3)

Pour faire payer les classes moyennes et populaires, il faut s'inscrire dans le modèle australien, repris en Angleterre :

- hausse homogène pour tou-tes des frais « entre 4 000 et 8 000 euros par an et par étudiant »
- « l'Etat, les services fiscaux, acceptent de sécuriser ces crédits d'une certaine manière (au besoin en reprenant les crédits à problèmes) »
- « Comment faire passer la pilule de la hausse des droits d'inscription ? Commencer bien sûr par le crédit »
- « l'objectif affiché est de développer l'autonomie des jeunes »

Une privatisation encore limitée

Parcoursup et la sélection élargissent l'espace pour les établissements à but lucratif : c'est la privatisation au sens propre

- plus de 100 000 étudiant·es
- Une recherche de rentabilité entre 8% et 10%
- Contrairement aux grandes écoles payantes, le privé lucratif vise un segment moins élitiste. Il n'est pratiquement pas régulé.

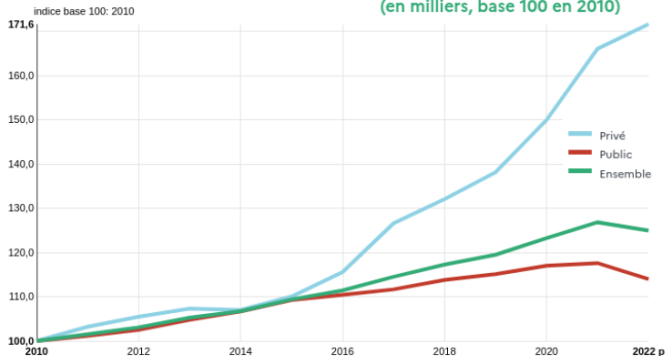
Un supérieur payant en pleine croissance

600 000 étudiant · es payent déjà très cher

La population étudiante française se décompose en 3 selon la cour des comptes

- 35% de boursiers sur critères sociaux
 - 35% d'inscrit · es au tarif national (170-250€)
 - 30% de payants très chers (en milliers d'€)
-
- effectif des écoles privées a Triplé depuis 2 000, pour atteindre 250 000 étudiant·es
 - frais moyens à 10 000 €/an en école de commerce
 - multiplication des frais dans les écoles publiques et en master

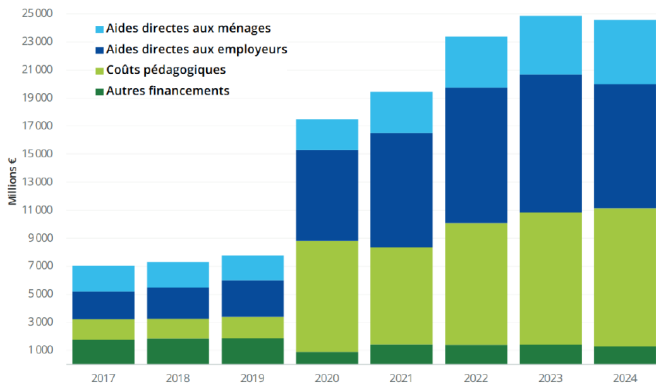
Évolution des inscriptions dans les établissements d'enseignement supérieur (en milliers, base 100 en 2010)



Source | MESR-DGESIP/DGRI-SIES

Le privé est en forte croissance, accélérée depuis 2019.

Graphique 8. Répartition de la dépense nationale pour l'apprentissage



Dares, France Compétences, IGAS/IGF, Ministère du Budget, Unedic, calculs de l'auteur.
Cf. note tableau 1.

C'est la création d'un marché ultra subventionné.

Extension verticale et horizontale

Dauphine a introduit les frais à 4 000€ en 2010 dans quelques masters

Avant de les généraliser à tous les masters.

Puis en Licence.

Puis d'augmenter à 6 000€.

SciencesPo : 1 000€ en 2004

13 500€ en 2018

Angleterre : 1 000£ en 2001

9 000£ en 2011.

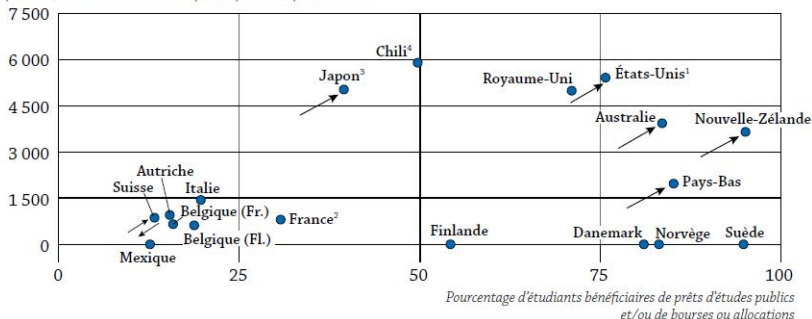
La dette moyenne des anciens étudiants est de 55 000 €

Les coûts financiers pour l'Etat compensent les économies en subvention des universités.

- 1 Un supérieur déjà payant
- 2 L'Université, un marché ?
 - Arguments empiriques
 - Arguments théoriques

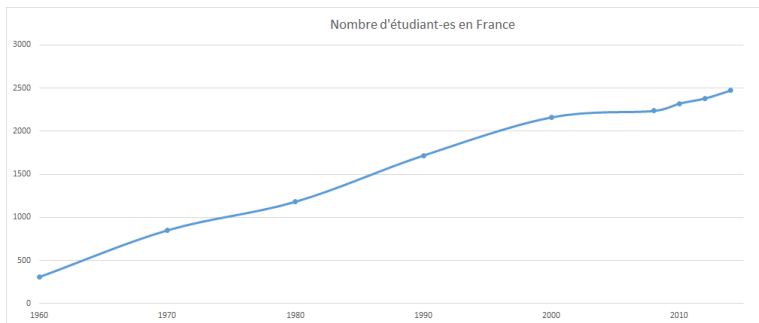
Tout le monde le fait

Frais de scolarité moyens demandés par les établissements publics, pour les formations sanctionnées par un premier diplôme, en USD



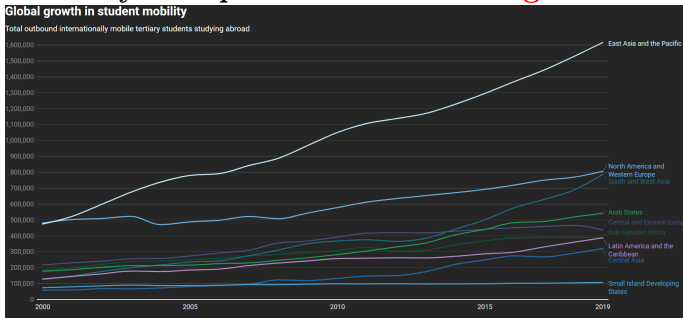
Il y a trop d'étudiant·es

La massification se maintient depuis les années 1960, avec une pause dans les années 2 000.



Source : *Repères et références statistiques*, 2000-2014, MESR.

Il y a trop d'étudiant·es étranger·es

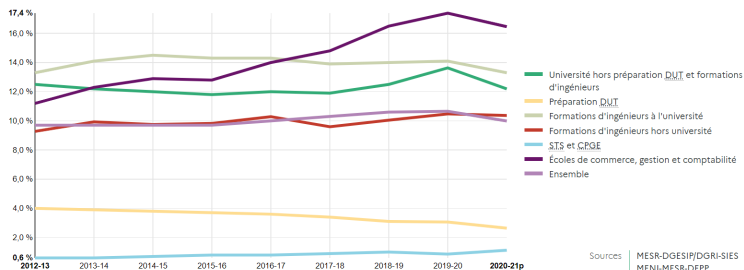


14 milliards € pour l'Australie en 2016.

La part d'étudiants étranger est stable en France.

Part des étrangers en France

Évolution de la proportion d'étudiants internationaux dans les principales formations de l'enseignement supérieur



Source : base SISE, 2000-2012, MESR.

Mais peut-être que ce ne sont pas les « bons » étrangers ?

En plus, c'est miraculeux

- La hausse des frais serait la seule source de financement supplémentaire disponible.

En plus, c'est miraculeux

- La hausse des frais serait la seule source de financement supplémentaire disponible.
- La gratuité serait inéquitable.

En plus, c'est miraculeux

- La hausse des frais serait la seule source de financement supplémentaire disponible.
- La gratuité serait inéquitable.
- Les frais seraient incitatif à l'effort.

En plus, c'est miraculeux

- La hausse des frais serait la seule source de financement supplémentaire disponible.
- La gratuité serait inéquitable.
- Les frais seraient incitatif à l'effort.

Les enquêtes conduisent à des résultats très différents suivant les pays, les filières, les modalités de mise en œuvre.

Les frais, c'est la dette

Les frais d'inscription coutent très cher...

- à l'Etat : Frais \Rightarrow emprunt \Rightarrow assurance publique^a

a. UK : assurance > financement direct si 47% de défaut. On va vers 75%.

Et produisent des effets induits

- Etudiant · es consuméristes, diplômé · es, discipliné · es
- Enseignant · es exploité · es et aliéné · es
- Polarisation entre universités et entre disciplines

Les frais, c'est la dette

Les frais d'inscription coutent très cher...

- à l'Etat : Frais \Rightarrow emprunt \Rightarrow assurance publique^a
- aux jeunes diplômé-es
 - Au mieux, la hausse des frais entraine celle des salaires.
 - Au pire, elle conduit à des dettes insolvables^b

a. UK : assurance > financement direct si 47% de défaut. On va vers 75%.

b. UK : dette moyenne est de 55 000 €; US : 7 millions d'ancien-nes étudiant-es surendetté-es pour un total de 1 400 milliards \$.

Et produisent des effets induits

- Etudiant · es consuméristes, diplômé · es, discipliné · es
- Enseignant · es exploité · es et aliéné · es
- Polarisation entre universités et entre disciplines

mais la hausse n'est pas inéluctable

- Pays scandinaves : gratuité + aides sociales importantes.
- Allemagne : expérimentation en 2010-2013 puis abandon.
- Québec : projet de hausse bloqué par les carrés rouges en 2011
- Retournement au Chili, pays pionnier des frais sous Pinochet : vers 70% de boursiers.

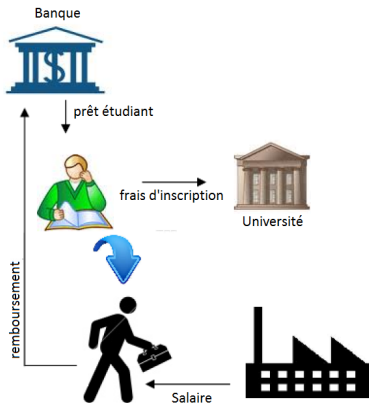
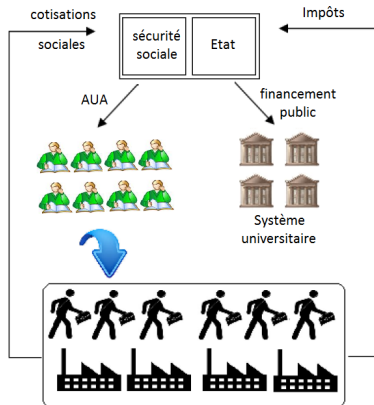
mais la hausse n'est pas inéluctable

- Pays scandinaves : gratuité + aides sociales importantes.
 - Allemagne : expérimentation en 2010-2013 puis abandon.
 - Québec : projet de hausse bloqué par les carrés rouges en 2011
 - Retournement au Chili, pays pionnier des frais sous Pinochet : vers 70% de boursiers.
-
- Un système national plutôt qu'un marché global.
 - Un financement public « par répartition » plutôt qu'une financiarisation.

3 Alternative : éducation par répartition

- Allocation universelle d'autonomie
- Financement public accru
- Une mobilisation possible

Répartition vs capitalisation

Financement par capitalisationFinancement par répartition

Allocation universelle d'autonomie

Un modèle à suivre :

Allocation universelle d'autonomie

Un modèle à suivre : Emmanuel Macron

- 1 000 €/mois (600€ si logé·e) × 12 mois par an
- × 2,5 millions d'étudiant·es
- = 26 milliards brut ⇒ 21 milliards net.

Allocation universelle d'autonomie

Un modèle à suivre : Emmanuel Macron

- 1 000 €/mois (600€ si logé·e) × 12 mois par an
- × 2,5 millions d'étudiant·es
- = 26 milliards brut ⇒ 21 milliards net.
- Extension de la branche famille :
cotisations patronales de 5,4% à 8,5%.
Les entreprises paient pour la main d'œuvre qualifiée.

Allocation universelle d'autonomie

Un modèle à suivre : Emmanuel Macron

- 1 000 €/mois (600€ si logé·e) \times 12 mois par an
- \times 2,5 millions d'étudiant·es
- = 26 milliards brut \Rightarrow 21 milliards net.
- Extension de la branche famille :
cotisations patronales de 5,4% à 8,5%.
Les entreprises paient pour la main d'œuvre qualifiée.

Universelle : étranger·es aussi

Tous perçoivent l'allocation, tous contribuent.

Celles et ceux qui partent travailler à l'étranger (français ou non), cotisent aussi (3,5% du salaire).

Sauf s'ils cotisent sur place à un système équivalent.

Financement public accru

- Porter le financement des L à celui des prépas :
9 000€ \Rightarrow 14 000€/an/étudiant·e
- \times 1 millions d'étudiant·es en L
- = 5 milliards.

Financement public accru

- Porter le financement des L à celui des prépas :
9 000€ \Rightarrow 14 000€/an/étudiant·e
- \times 1 millions d'étudiant·es en L
- = 5 milliards.
- Hausse de l'impôt sur le revenu
de 7% des taux du barème ou ajouter des tranches sur les
hauts revenus.

Financement public accru

- Porter le financement des L à celui des prépas :
9 000€ \Rightarrow 14 000€/an/étudiant·e
- \times 1 millions d'étudiant·es en L
- = 5 milliards.
- Hausse de l'impôt sur le revenu de 7% des taux du barème ou ajouter des tranches sur les hauts revenus.
 - Les bas revenus ne paient rien
 - Les revenus moyens sup paient l'éducation de leurs enfants
 - Les hauts revenus contribuent davantage

Education par répartition

- Allocation universelle d'autonomie : 21 milliards
- + financement public accru : 5 milliards
- = 26 milliards, études et étudiant·es mieux financé·es.

Education par répartition

- Allocation universelle d'autonomie : 21 milliards
- + financement public accru : 5 milliards
- = 26 milliards, études et étudiant·es mieux financé·es.

Crédits impôts

- CICE : 20 milliards par an
- CIR : 6 milliards par an
- = 26 milliards, sans effet notable.

Pour arrêter la hausse,
pour gagner un autre mode de financement :

